



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
d'Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche
20211209-DEC-DAEN0800

ARRETE PREFECTORAL du 05 JAN. 2022

au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

portant mise en demeure de l'installation

de la société SMURFIT KAPPA située à CREST

**La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1et L.181-14 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 4393 du 11 juillet 2000 autorisant la société SMURFIT SOCAR à exploiter une usine de cartonnage sur la commune de Crest (26400), chemin du Petit St Jean ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°2005/27 du 19 avril 2005 délivré à la société SMURFIT SOCAR PACKAGING ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°2007/23 du 27 avril 2007 délivré à la société SMURFIT KAPPA France ;

Vu l'arrêté de prescriptions complémentaires n° 2010294-0027 du 21 octobre 2010 délivré à la société SMURFIT KAPPA ;

Vu l'arrêté de prescriptions complémentaires n° 2017292-0023 du 18 octobre 2017 délivré à la société SMURFIT KAPPA ;

Vu le rapport N° 064993632001R001 du 24 décembre 2020 de la société DEKRA pour la vérification des installations électriques ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 2 décembre 2021 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au projet d'arrêté transmis le 8 décembre 2021 ;

Considérant que les limites de vérification du rapport de vérification des installations électriques du 24 décembre 2020 indiquent que des vérifications de dimensionnement des protections n'ont pu être effectuées et que certains équipements sont vétustes ;

Considérant que l'exploitant a transmis par courriel du 7 février 2021 un plan d'actions avec un rétroplanning pour la levée des écarts identifiés lors de la vérification des installations électriques du 24 décembre 2020 ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société SMURFIT KAPPA, située chemin du Petit Saint Jean sur la commune de CREST (26400), est mise en demeure de respecter d'ici le 31 décembre 2023 l'article 6.2.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2000 en mettant en conformité ses installations électriques.

Un rapport justifiant de la levée des écarts relevés le 24 décembre 2020 et justifiant de la vérification complète des installations électriques devra être transmis à l'inspection de l'environnement.

Article 2 : Sanctions administratives

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté dans le délai prévu au même article, il sera fait application des dispositions prévues au II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant, à savoir :

1° Obliger la personne mise en demeure à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1° ci-avant sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 2, le paiement d'une astreinte journalière ou l'exécution d'office des mesures prescrites pourra être ordonné à l'encontre de l'exploitant conformément au 1° et 2° du I de l'article L. 171-7 du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : www.telerecours.fr

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

Article 4 : Publicité

En application de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Drôme (www.drome.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, chargé de l'inspection de l'environnement et le maire de CREST sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **05 JAN. 2022**

La préfète,

Par intérim,

La Directrice de Cabinet



Delphine GRAIL-DUMAS

